

## LA RÉUNION MINISTÈRE-SYNDICATS S'EST TENUE À HUIS CLOS

# Quelle issue au conflit qui secoue l'éducation ?

**Les journalistes de la presse privée n'étaient pas les bienvenus hier au siège du ministère de l'Education. Le département de Benghebrat a favorisé des pratiques d'un temps révolu en n'autorisant l'accès qu'à la presse publique. Syndicats et ministère devaient reprendre langue avec l'espoir de désamorcer la crise qui perdure.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - En priant les journalistes de rebrousser chemin, le ministère de l'Education a fait le choix de l'opacité au moment où le conflit dans le secteur ne fait que se compliquer. L'objectif est clairement affiché : arriver à «pacifier» tous les mouvements de protestation.

Syndicats et tutelle ne sont cependant pas du tout d'accord sur les

moyens d'y parvenir. Si pour Benghebrat, le règlement du conflit passe par la réouverture du dossier du statut particulier, l'ensemble des syndicats sont loin de partager cette approche.

Ils sont nombreux à exiger dans un premier temps la satisfaction de promesses antérieurement faites avant de rouvrir le statut particulier. L'ordre du

jour de la réunion était pourtant préalablement défini : il s'agissait de dégager les mécanismes devant aboutir à la réouverture du dossier du statut particulier.

La réunion intervient au moment où le secteur connaît de fortes perturbations. La grève du Cnapest en est à son troisième jour et rien n'indique que le syndicat se dirige vers le gel de son mouvement.

Entre le syndicat et la tutelle, le ton n'est nullement à l'apaisement. Non seulement le département de Benghebrat a saisi la justice qui a sans surprise déclaré la grève illégale, mais en plus la ministre s'est montrée menaçante à l'égard des enseignants gré-

vistes. Pour la ministre de l'Education, le mouvement du Cnapest ne s'inscrit pas dans la légalité car ne remplissant pas toutes les conditions. La ministre n'a pas caché son intention de «sévir» en ponctionnant les journées de grève. Elle n'a pas hésité à accuser le Cnapest de s'adonner à du chantage.

Dans une directive adressée à l'ensemble des directeurs de l'éducation, la ministre de l'Education leur demande de notifier via huissier de justice la décision de la chambre administrative déclarant le mouvement illégal aux responsables syndicaux mais également à l'ensemble des enseignants grévistes.

Les directeurs des établissements scolaires sont sommés d'envoyer par

courrier recommandé des injonctions pour la reprise du travail et de veiller à ce que les huissiers de justice fassent la «comptabilité» des enseignants grévistes. En dépit de ces «amabilités», le syndicat a fait le déplacement au siège du ministère de l'Education. La décision de prendre part à cette rencontre a été prise une heure seulement avant le début de la réunion.

Les membres du conseil national ont longuement débattu avant de trancher en faveur d'une participation. Cette dernière n'empêche pas le syndicat de poursuivre son mouvement de grève qui entre aujourd'hui dans sa quatrième journée.

N. I.

## NOMINATION D'UN CADRE DU PARTI TAJ À LA TÊTE DE NASHCO

# La coordination syndicale du secteur des transports dénonce

**C'est une véritable démonstration de force que la coordination syndicale du secteur des transports affiliée à l'UGTA a initiée hier devant le siège de Group Cnan sis à Kouba. En effet, ils étaient plus d'une centaine de cadres syndicaux relevant des entreprises Cnan Nord, Cnan Med, Cnan Group, Etusa, Air Algérie, Sogral etc. à «dénoncer la déstabilisation de Nashco/SPA et de l'ensemble du secteur du transport maritime.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - En effet, le rassemblement d'hier a eu pour principal objectif de «dénoncer les tentatives de mise en péril de la société Nashco par la décision de parachutage d'un directeur général étranger à la tête de la société pour un CV partisan d'un parti politique et la marginalisation des travailleurs et des compétences et la politique du fait accompli».

Pour le secrétaire général de l'entreprise Nashco, M. Louarti, «devant ces manœuvres de déstabilisation et la mise à l'écart du partenaire social et le refus de la concertation et du dialogue, les travailleurs à travers leur syndicat restent mobilisés devant les tentatives d'intrusions et de déstabilisation de l'entreprise où règne une paix

sociale et de plus qui dégage des bénéfices». Les propos tenus par le SG du syndicat d'entreprise Nashco ont été soutenus et appuyés par les cadres syndicaux relevant des autres entreprises présentes au sit-in. «Tous les travailleurs présents se sont unis et mobilisés pour dire non à une mort programmée de notre entreprise. L'installation du nouveau directeur général de l'entreprise par tous les moyens a poussé le syndicat et les travailleurs à se mobiliser pour défendre leur avenir sachant que cette opération commandée ne vise qu'à anéantir Nashco et tout l'espoir des travailleurs qui ont trimé de longues années pour que Nashco devienne ce qu'elle est aujourd'hui», a-t-on indiqué. Et d'ajouter : «Nous réitérons à travers cette mobilisation notre refus total de cette pratique et répétons, à qui veut bien l'entendre, la présence au sein de Nashco de beaucoup de cadres capables d'assurer la relève en toute logique tout en respectant les règles déontologiques en la matière.»

Dans un communiqué rendu public il y a quelques jours et portant la signature du secrétaire général du syndicat d'entreprise, il a été indiqué que les représentants des travailleurs «dénoncent avec véhémence les pratiques de mépris et d'exclusion exercées par certaines parties intéressées afin de déstabiliser et casser notre société».

En d'autres termes, il s'agit, selon la même source, de la tentative de «limogeage et de parachutage de personnes par une tutelle sous



Photo : Samir Sid

influence (ministère des Transports, Gestamar et Cnan Group) sans concertation ni avis des partenaires sociaux, à la tête de notre entreprise et dont le seul CV ou mérite sont celui de militer au sein d'un parti politique».

En termes plus clairs, le SG du syndicat d'entreprise a pointé du doigt Amar Ghoul, le ministre des Transports, qui «veut nommer un militant de son parti (TAJ) à la tête de l'entreprise Nashco».

Une démarche qu'il avait initiée en direction

de l'entreprise Sogral mais qui avait échoué suite à une forte mobilisation des travailleurs, du syndicat d'entreprise mais aussi la solidarité de toutes les entreprises du secteur des transports affiliées à l'UGTA. Au sujet de Nashco, les représentants des travailleurs estiment que «ces pratiques condamnables et vicieuses n'ont d'autre but que de casser Nashco et de se servir des intérêts partisans».

A. B.

## LE P<sup>r</sup> MESBAH À PROPOS DE LA GRIPPE SAISONNIÈRE : «Ni plus ni moins grave»

**Pour le directeur général de la prévention au ministère de la Santé, la grippe saisonnière de cette année n'est ni plus ni moins grave que celles des années précédentes. Seulement, il estime que la vigilance reste de mise.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Même si le ressenti des virus qui circulent cette année semble d'une grande gravité, le professeur Smaïl Mesbah est catégorique. «Les données dont nous disposons ne nous permettent pas de nous prononcer sur la gravité ou la non-gravité de cette grippe. Toutefois, nous restons vigilants et le dispositif de vaccination mis en place se poursuit et celui de la prise en charge est toujours opérationnel et maintenu», dit-il.

Il cite ainsi les estimations de son département qui ont révélé l'an dernier, 227 cas de formes graves de grippe saisonnière avec 27 décès contre 180 formes sévères enregistrées cette année avec 20 décès. «Nous sommes dans une situation tout à fait comparable», dit-il encore. Intervenant, hier, sur les ondes de la radio Chaîne III, le directeur général de la prévention au ministère de la Santé a tenu à préciser que le H1N1 n'est plus le virus porcin mais juste un virus grippal saisonnier. D'ailleurs, poursuit-il, «la souche du H1N1 est contenue dans le vaccin antigrippal de cette saison en plus des deux autres souches des virus H3N2 et B».

Insistant sur la vaccination, le P<sup>r</sup> Smaïl Mesbah ajoute : «Ne mettons pas en doute le vaccin antigrippal.» Et d'expliquer que le vaccin contre la grippe n'empêche pas de contracter la maladie mais prévient plutôt des complications chez les populations à risques. Il souligne qu'à la mi-décembre dernier, 80% de la population à risque a été vaccinée avant de passer à 90% à la mi-janvier dernier.

«Même si l'épidémie de la grippe saisonnière en Algérie a commencé en début janvier dernier, la campagne de vaccination se poursuit toujours». Entamée le 15 octobre dernier, cette campagne a ciblé les populations à risques aux complications de la grippe : sujets âgés, enfants et adultes ayant des maladies chroniques et les femmes enceintes.

Ry. N.

## ABDELMADJID MENASRA À PROPOS DE LA CONFÉRENCE NATIONALE DE CONSENSUS :

# «Ce n'est pas de la faute du FFS s'il y a un échec»

**Le Front des forces socialistes (FFS) continue sa série de consultations avec la classe politique en dépit du report, sine die, de la conférence nationale du consensus (CNC). Hier, il a rendu visite au Front de changement (FC) de Abdelmadjid Menasra.**

**Salah Benreguiâ - Alger (Le Soir)** - La rencontre organisée hier au siège du FC s'est tenue à huis clos. Au sortir de ce rendez-vous politique bilatéral, Abdelmadjid Menasra défendait bec et ongles le plus vieux parti d'opposition : l'initiative politique de reconstruction du consensus national, lancée par le parti de Hocine Aït Ahmed, s'adresse à tous les Algériens.

Aussi bien que sa réussite, son échec ne relève pas de la bonne (ou mauvaise) foi du FFS mais de toute la place ou formation politique algérienne. «Il ne faut pas incriminer le FFS si la conférence à laquelle il appelle depuis quelque temps échoue. Si échec il y a, ce ne sera surtout pas de sa responsabilité, mais bel et bien de celle des partis politiques», a expliqué l'ex-ministre de l'Industrie. «L'objectif final est d'arriver au consensus national et la conférence sur ce consensus n'est qu'un début», estime la même source. Les pour-

parlers tenus avec la délégation du FFS menée par M. Nebbou, ont permis, selon M. Menasra, de passer en revue les différents points et évaluer le premier cycle de rencontre.

De son côté, Mohamed Nebbou, 1<sup>er</sup> secrétaire du FFS, s'est montré optimiste quant à l'aboutissement de l'initiative visant le consensus national, et ce, en dépit du report, à une date ultérieure, de la date de la tenue de la conférence. Pour M. Nebbou, l'accord de formations politiques pour désigner des représentants de leurs directions à un groupe de contact pour une

approche consensuelle de la préparation et des modalités de déroulement de la conférence est déjà un bon signe.

Indiquant, par ailleurs, que la date de la tenue de la conférence nationale de consensus n'est pas encore déterminée, Mohamed Nebbou a soutenu plus loin que le FFS «est déterminé à poursuivre les séries de rencontres avec les différents acteurs politiques». «Le FFS est en contact avec toutes les parties rencontrées auparavant et l'initiative est dans la bonne voie», tient-il à assurer.

S. B.

## L'envoyé personnel du SG de l'ONU pour le Sahara occidental depuis hier à Alger

Dans le cadre de sa tournée dans la région, qui a débuté samedi dernier, l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Christopher Ross, effectue depuis hier une visite à Alger.

Selon le communiqué du ministère des Affaires étrangères, cette nouvelle visite, qui prend fin le 23 février et qui est la cinquième du genre depuis la nomination de M. Ross en 2009, s'inscrit dans le «cadre des efforts déployés par l'ONU, pour relancer le processus du règlement de la question du Sahara occidental», précise la même source.

M. Ross aura, lors de son séjour à Alger, des entretiens avec le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, et sera également reçu par les hautes autorités de l'Etat, ajoute le MAE, qui rappelle que sa tournée dans la région devait initialement avoir lieu en octobre 2014.

R. N.